

26 ième assemblée annuelle

Jonquière 21, 22 et 23 novembre 1990



«**Dimensions du
Chèque de
demain**»

Rapport moral de Clément
Godbout, directeur
québécois du Syndicat des
Métallistes (FTQ)

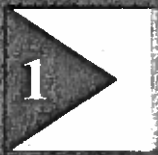


Table des matières



Introduction

Le Québec et le mouvement syndical: une évolution bouleversante.



L'avenir du mouvement syndical est-il assuré dans la société de l'an 2000 ?



Un Québec cassé en deux



Le Québec de demain

«Pour un Québec souverain et social-démocrate»



En terminant

26 ième assemblée annuelle

Jonquière 21, 22 et 23 novembre 1990

Introduction

**LE QUÉBEC ET LE
MOUVEMENT SYNDICAL:
UNE ÉVOLUTION
BOULEVERSANTE**





1990 ne sera pas une année qui passera inaperçue dans l'histoire et l'évolution du peuple québécois. Plus que toute autre, l'année qui tire à sa fin aura surtout confirmé clairement la détermination et la fierté du Québec. Pas surprenant de voir une foule de plus de 101 000 personnes se rendre «aux portes du pays» à l'Île Ste-Hélène le 25 juin dernier. Dans un calme exemplaire et étonnant, ils étaient tous là, venus afficher leur «rappel» à l'avènement imminent d'un pays. Si la St-Jean a laissé aux Québécois et Québécoises des souvenirs de défaites et de déceptions pendant quelques années, celle de 1990 fut un jour de fierté. Le Canada anglais venait de dire NON Québec et ce verdict fut reçu à la grande surprise des autres provinces avec lucidité et sérénité. Les jours suivants, la presse n'en finissait plus et titrait à la une : «Finie la Constitution», «Le Québec n'a jamais été aussi beau», «Une manifestation nationale jamais vue», etc.

En même temps, 1990 nous a rappelé les moments les plus intenses et les plus difficiles du combat québécois au cours des vingt-cinq dernières années. On s'est souvenu que 1965 avait été une année faste: l'élection des «trois colombes québécoises» à Ottawa, Trudeau, Marchand et Pelletier, élus justement pour mettre un terme à la poussée nationaliste québécoise. L'unifolié devient le drapeau canadien alors que Daniel Johnson publie son manifeste Égalité ou indépendance et le Québec signe avec la France une première entente internationale portant sur l'éducation. 1965 marque aussi le refus par le Québec de la formule Fulton-Favreau surtout à cause de la détermination du milieu universitaire avec, à sa tête, ses mentors, Jacques-Yvan Morin et Claude Ryan, le directeur du Devoir. Cette évolution du Québec marquera aussi les années qui suivirent. Par exemple, en 1966, la défaite du gouvernement libéral de Jean Lesage aux mains des troupes de Daniel Johnson; la naissance, lors de ces élections, du R.I.N. de Pierre Bourgault qui obtient 5.6% des votes alors que le R.N. (Ralliement National) en accroche 3.2%. Le Parti Québécois venait de prendre son premier souffle. 1967, en juillet, c'est le «Vive le Québec libre» du président Charles de Gaulle et, durant cette même année, François Aquin devient le premier élu indépendantiste à Québec. René Lévesque tente de faire adopter par les Libéraux son projet pour un Québec souverain dans une nouvelle union avec le Canada qui est rejeté en congrès. Il quitte alors le PLQ et fonde le MSA puis le PQ. Ce sera également en 1967 que la réunion de Niamey, conférence des pays francophones, sera l'amorce de l'Agence de coopération culturelle où le Québec se donnera pour la première fois le statut de gouvernement participant, au grand désespoir de Trudeau. En 1970, le PQ fait élire sept députés et le leader, René Lévesque, est défait. C'est le début de la spectaculaire montée du PQ.

C'est durant la même année que le Québec écrira aussi un des chapitres les plus difficiles de l'histoire de son évolution avec la crise d'Octobre, le FLQ et la loi sur les mesures de guerre qui servirent de freins très efficaces à la cause de la souveraineté. Le vingtième anniversaire des événements d'Octobre ne peut que nous laisser collectivement fort meurtris: la mort de Pierre Laporte, la loi sur les mesures de guerre, l'emprisonnement arbitraire et injuste de plus de 400 Québécois et Québécoises. Il est encore très difficile d'accepter qu'on ait applaudi largement et presque unanimement au Canada (sauf pour ce qui est de David Lewis du NPD) la suspension des libertés



Clément Godbout, directeur des Métallos



L'équipe des Métallos chauffeurs de taxi du local 9217 qui a accompagné Roland Robidoux lors de sa marche de Montréal à Québec ainsi que Clément Godbout et Lawrence McBrearty.

Photo: Jacques Lavoie



Harold Whittom, président du local 7401 représentant les employés de bureau de QCM à Port Cartier.

Photo: Paul Litherland

civiles au Québec. Il est toutefois bon de noter que maintenant, parmi ces militants felquistes de 1970, certains ne se prennent plus pour avoir été les grands sauveurs du peuple. En 1970, en toute réalité et en toute justice pour tout le monde, il existait au Québec plusieurs groupes populaires, le mouvement, coopératif, des milieux culturels très éveillés, des syndicats revendicateurs et pragmatiques. Tous ceux-là avaient tous travaillé fort et avec dévouement pour qu'arrive la Révolution tranquille. Le FLQ a plutôt retardé les événements. Je ne dis pas que le FLQ est responsable de tous les ratés québécois depuis 1970, mais je dis qu'il n'y est certainement pas étranger. Le Québec portera longtemps ces événements comme un manteau de plomb.

Ces événements auront toutefois permis au Québec de lancer au fond du placard toute forme de violence comme outil de persuasion dans notre démarche collective. Il n'en reste pas moins que la démocratie demeure toujours bien fragile face à la violence. Nous l'avons vécu cruellement cet été avec l'histoire d'Oka et de Kanawake. La fermeture du pont Mercier le 11 juillet par les Warriors jusqu'à l'ouverture au matin du 6 septembre ne s'est pas faite sans heurts. J'ai été bouleversé d'entendre le matin du 6 septembre vers 6:30, des hommes et des femmes traversant le pont Mercier en klaxonnant sans arrêt saluant et remerciant l'intervention de l'armée canadienne. J'ai de la difficulté à accepter que l'on puisse se convaincre collectivement que l'armée était la seule réponse possible. Une chose est certaine cependant c'est que le Canada anglais a une façon bien particulière d'exercer sa fermeté face à la violence. Lorsqu'on regarde les positions de 1970 et celles de 1990, leur fermeté est fort différente. Je la trouve d'ailleurs fort injuste envers le Québec. Les journaux anglais y sont allés à grands coups contre un Québec raciste et irresponsable et les visites de Audrey McLaughlin et de Shirley Carr n'ont pas été effectuées nécessairement dans le but de nous aider.

La violence de cet été doit être dénoncée avec force et elle ne peut trouver sa justification, même si la cause des autochtones est des plus importantes.

Dix années plus tard, en 1980, ce fut le référendum. Le matin du 20 mai, avec un soleil radieux, s'est levé beaucoup d'espoir sur le Québec. 85.6% de la population s'est déplacée pour se prononcer sur notre avenir politique. 59.56% en faveur du NON et 40.44% pour le OUI. Malgré ce que pouvaient en dire certaines gens d'ici et d'ailleurs, la question posée était claire pour ceux et celles qui voulaient la lire avec une ouverture d'esprit. La réalité, c'est que les Québécois et les Québécoises n'étaient pas prêts à prendre cette décision.

La fameuse question

«Le gouvernement du Québec a fait connaître sa proposition d'en arriver avec le reste du Canada à une nouvelle entente fondée sur le principe de l'égalité des peuples; cette entente permettrait qu'Québec d'acquérir le pouvoir exclusif de faire ses lois, de percevoir ses impôts et d'établir ses relations extérieures, ce qui est la souveraineté et, en même temps, de maintenir avec le Canada une association économique comportant l'utilisation de la même monnaie. Tout changement de statut politique résultant de ces négociations sera soumis à la population par référendum. En conséquence, accordez-vous au gouvernement du Québec le mandat de négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada?»

C'est ce soir-là que René Lévesque a dit:

«Si je vous comprends bien, vous êtes en train de me dire à la prochaine», en ajoutant avec une voix brisée par l'émotion. «Je demeure convaincu que nous avons un rendez-vous avec l'histoire, un rendez-vous, que le Québec tiendra, et qu'on y sera vous et moi pour y assister.» En 1990, nous sommes rendus à ce rendez-vous mais sans René Lévesque pour nous guider.

Il nous manque grandement. Nous sommes réunis ici aujourd'hui à la toute fin de l'année 90. Nous avons le nez dans l'arbre de Noël et 1991 frappe déjà à la porte. 1991 sera, j'en suis profondément convaincu, une année charnière pour nous tous en tant que Métallo, en tant que travailleurs et travailleuses syndiqués et en tant que Québécois et Québécoises.

En fait, à travers les péripéties de toutes sortes qui ont précédé le 24 juin dernier, ce que l'on appelle l'histoire du Lac Meech, nous avons pu être à même de constater jusqu'à quel point on s'est fait carrément virer. Le message venu du Canada anglais est passablement moins compliqué à déchiffrer cette fois-ci. Ceux qui n'ont pas compris ne comprendront jamais. Nombre de Canadiens anglais ont vu la confirmation de leur vieux préjugé qui veut que le Québec, province gâtée de la Confédération, n'en ait jamais assez. Et nombre de Québécois et Québécoises ont compris que l'ensemble du Canada anglais a dit: «The game is over.»

Dans tout le déferlement d'émotions et d'agressivité de ces derniers temps, de toutes les provinces canadiennes, c'est le Québec qui sera resté le plus calme. En un sens, ça veut dire que notre décision est prise. Dans le fond, c'est une bonne chose pour nous tous qu'il en soit ainsi. Pour certains Québécois ou Québécoises, cette situation peut être déchirante mais, quand vient le temps de décider, il faut savoir se brancher. Il est évident que le Québec s'est démontré capable de discussions, d'échanges et de projets avec le reste du Canada. Il est également évident qu'un Québec souverain, c'est son droit le plus fondamental de l'être et de le devenir, est fort capable aussi d'assumer avec compétence et efficacité son destin. Le Canada anglais doit le comprendre. Comme le déclarait le premier ministre du Québec, Robert Bourassa, à l'Assemblée nationale le 22 juin dernier: «Le Canada anglais doit comprendre de façon très claire que, quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, le Québec est aujourd'hui et pour toujours une société distincte.» Le leurre de Meech-Plus, ça n'a pas fonctionné. Il a sombré dans l'abîme du rêve. Comme l'a démontré à sa façon bien particulière M. Elijah Harper, député du Manitoba, un tien faut mieux que deux tu l'auras. Dans le fond il s'est battu pour le statu quo. Il est important de se rappeler qu'en 1981 le gouvernement du Québec a été isolé par les Trudeau et Chrétien. En 1990, il est trahi par les Wells et Filmon avec le «coaching» de Trudeau, Chrétien. C'est à Winnipeg, en suspendant ses travaux, que la législature manitobaine a achevé l'accord qui était déjà passablement magané. Je me rappelle que c'est dans cette même province que Louis Riel fut pendu et que fut assimilée de force et avec une terrible efficacité une minorité française naguère nombreuse. L'histoire nous rappelle à sa façon fort cruelle des événements difficiles à oublier.

Ce rappel historique était nécessaire, quant à moi, pour démontrer que le Québec a évolué à une rapidité fulgurante au cours des quarante dernières années. Absorbés par l'urgence d'agir dans un cadre politique et social qui se redéfinissait chaque jour, les Québécois n'ont pas eu le temps de prendre un temps d'arrêt et de réflexion indispensable à toute grande décision. Et la



Marcel Bureau et Alain Cloutier lors des négociations de Sidbec en 1982.



Travailleurs de Canron à Trois-Rivières à l'occasion du 25ième anniversaire du local en compagnie de Michel Arsenault et Clément Godbout en juin dernier.

Photo: Michel Blondin



Des Métallos de Sidbec à Contre-cœur lors du 25ième anniversaire du local.

décision que le peuple québécois s'apprête à prendre signifie l'engagement des générations à venir dans un chapitre de l'histoire dont nous tous devons écrire les premières lignes. A ce sujet, je trouve l'impatience de certains militants du PQ, dont le député Jean Garon, fort dangereuse. La stratégie de vouloir aller trop vite peut nous jouer de fort vilains tours. C'est le temps de prendre notre patience en main, de réfléchir, d'échanger et surtout de ne pas bousculer maladroitement les choses. De son côté, à travers les années, le Syndicat des Métallos a su prendre racine au Québec. A travers ses luttes de solidarité afin de défendre et de préserver les droits des hommes et des femmes qui composent notre syndicat, nous avons su habilement protéger également des liens de fraternité solidement tissés avec nos confrères et compagnes canadiens et nord-américains.

Notre syndicat a pris position pour la souveraineté du Québec dès le début des années soixante-dix. Malgré notre option politique sur le devenir du Québec, nous avons compris depuis longtemps que notre force est plus grande et notre efficacité plus certaine avec l'appui de notre syndicat au plan canadien et au plan international. Notre autonomie d'action au Québec a permis au Syndicat des Métallos de s'épanouir et de grandir comme aucun autre syndicat du secteur privé n'a su le faire. Notre influence est certaine et notre réputation n'est plus à faire. Au Québec, les Métallos sont connus et respectés.



Manifestation de solidarité pour les travailleurs de Ball en grève le 13 juin 1990.

Photo: Serge Jongué

26 ième assemblée annuelle
Jonquièrre 21, 22 et 23 novembre 1990

1.

**L'AVENIR DU MOUVEMENT
SYNDICAL EST-IL ASSURÉ
DANS LA SOCIÉTÉ DE L'AN
2000?**





Le mouvement syndical participera-t-il à la construction de la société québécoise de l'an 2000? Ou ses jours sont-ils comptés comme ceux d'un parti politique qui s'accroche à ses succès et à son pouvoir, refusant de comprendre que la société qu'il a servie aspire à un changement? Est-il concevable qu'un million de syndiqués ne représentent plus une force réelle parmi huit millions de Québécois?

La réponse à cette question devra être un réel engagement au plan des principes et de l'idéologie mais aussi au plan de l'action. Sans la mise en oeuvre rapide de moyens et de techniques permettant de refléter un changement de cap correspondant aux nouvelles conditions, non seulement de l'environnement de travail mais aussi de l'environnement social et politique, les syndicats, dont les Métallos, ne sauront avoir un rôle actif et efficace dans la société qui prend déjà forme.

Les chiffres peuvent sembler encourageants si l'on songe que le Québec est syndiqué à plus de 40% et qu'au cours des dernières années, le Syndicat des Métallos n'a pas cessé d'accroître le nombre de ses membres. Mais il ne faut pas se laisser leurrer par les chiffres. Nos succès, notre membership et notre santé financière ne sont pas pour autant garants d'une réelle participation à l'évolution de la société. Ils peuvent seulement garantir notre existence pour quelques années. Mais justement, la question que je pose aujourd'hui est la suivante: Avons-nous le droit de nous contenter d'exister seulement comme le symbole d'une période révolue? comme les représentants d'une classe traditionnelle des travailleurs? Il faut être réaliste: les besoins de la collectivité et de l'individu ne sont plus tout à fait ce qu'ils étaient en 1940, lorsque notre syndicat est venu au monde en Amérique du Nord. Il faut se demander pourquoi en 1990, malgré nos succès, qui sont nombreux et dont nous devons être fiers, le recrutement est difficile, pourquoi les membres n'assistent pas aux réunions locales, pourquoi dans notre membership nous retrouvons des jeunes moins intéressés à notre action, des immigrants dont les préoccupations et les orientations diffèrent des nôtres et des femmes qui ont des difficultés à se tailler une place dans les structures?

Une démotivation inquiétante

D'après un sondage effectué auprès de plusieurs centaines de membres et officiers des Métallos en juin dernier, même si on y découvre des réponses fort positives il n'en reste pas moins que le syndicat fait face à une démotivation grandissante des membres et à un désintéressement assez général de la population. Pour une organisation qui s'est bâtie en grande partie sur le militantisme, il est significatif qu'aujourd'hui 56% de ses membres considèrent que les Métallos est un syndicat comme les autres, 48% ne savent pas exactement à quoi sert leur cotisation syndicale, 29% ne s'intéressent aux affaires syndicales qu'en cas de conflits, 15% ne savent même pas à quelle centrale elle appartient et 24% ne sont pas certains quelle centrale défend le mieux les intérêts des travailleurs. Fait particulièrement significatif et que nous devons prendre en considération immédiatement, c'est que les membres plus récemment recrutés et les plus jeunes, démontrent moins d'intérêt, moins de satisfaction et bien entendu, un sentiment d'appartenance bien moins fort que la majorité. Je suis convaincu que le Syndicat des Métallos n'est pas le seul à faire face à cette situation, au



Les travailleurs du syndicat local 7046 des Métallos d'Alcan à Laval en grève depuis le mois de janvier 1990.

Photo: André Laplante



Déléguées au premier congrès du local 8470 des Métallos de la restauration à Québec.

Photo: André Laplante



Travailleuses Métallos du local 8917 de la Banque de Montréal de la région de Sherbrooke.

Photo: André Laplante

contraire. Notre syndicat est en bonne santé. Imaginons-nous un peu le portrait d'autres organismes syndicaux au Québec qui ne possèdent pas les ressources que nous avons eu l'intelligence de nous donner.

Voilà le défi que nous devons relever aujourd'hui: comment susciter l'intérêt d'interlocuteurs qui font la sourde oreille à notre discours? Comment se faire comprendre de ceux qui semblent maintenant parler une autre langue que la nôtre? La situation semble bien paradoxale: le mouvement syndical représente au Québec plus que partout ailleurs, plus que dans la plupart des pays industrialisés, mis à part certains pays comme la Suède, la Belgique, etc... une force en nombre, en pouvoir économique et en votes. Alors, comment se fait-il qu'il ne joue pas toujours efficacement un rôle de premier plan dans les décisions politiques et dans les mouvements sociaux qui définissent les priorités du monde de demain? Un monde qui semble vouloir intégrer un nouveau type de syndicalisme qui s'éloigne des grandes centrales et qui n'est plus celui des pionniers du mouvement syndical.

Les nouveaux travailleurs

Comment syndiquer et représenter la nouvelle classe des travailleurs qui se caractérise par une désindustrialisation au profit du secteur tertiaire, par la précarisation et la féminisation des emplois.

Les secteurs primaire et secondaire sur lesquels les grands syndicats se sont bâtis ne représentent plus aujourd'hui que trois travailleurs sur dix. La croissance des emplois se trouve donc concentrée dans le secteur des services dont le taux de syndicalisation n'est que de 21%, soit la moitié de celui de l'ensemble du Québec. C'est aussi un secteur où l'on retrouve plus de 50% des emplois à temps partiel, contractuel, surnuméraire, temporaire. Et pourtant, ce type d'emploi n'est pas toujours un choix des travailleurs et des travailleuses. Comment peut-on choisir en effet l'insécurité d'emploi, le statut inférieur, un faible revenu annuel et peu ou pas d'avantages sociaux? Et il ne s'agit pas de cas isolés, mais bien d'un phénomène généralisé si l'on songe que 30% de l'emploi total au Canada, est constitué par des emplois à temps partiel. Le phénomène est aussi important au Québec. La précarité d'emploi envahit aussi bien le secteur non syndiqué que le secteur syndiqué, le secteur public comme le secteur privé, créant ainsi une masse croissante de travailleurs que l'on peut qualifier de seconde classe. Nous devons donc prioritairement rejoindre ces travailleurs et travailleuses aux prises avec ces problèmes. C'est d'autant plus difficile que leur structure d'emploi les éloigne de la collectivité du travail.

Bien entendu, parmi ces travailleurs à temps partiel, on retrouve une large proportion de ce qui devrait être notre cible des prochaines années: les immigrants, les jeunes et les femmes. A temps plein ou à temps partiel, il s'agit d'une catégorie de travailleurs et travailleuses qui subit une discrimination systématique et quelquefois trop subtile pour être dénoncée. Le taux de chômage crée une véritable course à l'emploi dont profitent les employeurs qui peuvent engager des gens surqualifiés à moindre salaire et refuser d'offrir une poste à des gens sous prétexte de leur inexpérience. Quant aux femmes, elles paient très cher ce droit au travail qui fait pourtant officiellement partie de leurs acquis. Quant au principe du salaire égal pour un travail égal, de véritables programmes d'accès à l'égalité que nous exigeons c'est encore du domaine du rêve pour beaucoup d'entre elles. Les femmes représentent au Québec 52% de la population. Elles représentent 41.3% (1986) de la main d'oeuvre active et elles sont syndiquées à environ

32%. C'est une réalité très importante qu'il nous faut regarder. Vous avez noté, comme moi, que les programmes d'accès à l'égalité placent toujours les femmes dans les mêmes catégories et au même titre que les handicapés, les minorités visibles, etc... Ceci en dit long, n'est-ce pas?

Pas surprenant non plus que certains patrons cachent à peine leur préférence d'embauche pour une célibataire, sans enfant, sans famille et si possible sans «chum»; et si elle est immigrante, c'est encore mieux. On aura ainsi une employée qui sera très insécure, très disponible et plus dévouée. Particulièrement dans les bureaux, les directeurs de personnel, les patrons sont les premiers à reconnaître que pour faire leur place, les femmes doivent travailler mieux, plus et dans de moins bonnes conditions que les hommes. Mais le problème dépasse largement le milieu de travail et c'est la grande différence avec la situation qui a prévalu à la naissance des syndicats. La lutte pour l'équité dans l'emploi nous oblige nécessairement à constater que notre champ d'intervention est de plus en plus large et de plus en plus complexe. Cette réalité nous oblige donc à cibler nos interventions avec discernement, c'est-à-dire en tenant compte des préoccupations des femmes et en proposant des solutions dans un cadre acceptable pour l'ensemble de la société. C'est tout cela qui n'est pas facile de mettre en place.

L'idéologie syndicale a toujours annoncé son engagement dans l'établissement d'une société plus juste, une société où chacun aurait une chance égale, non seulement en milieu de travail, mais en termes de qualité de vie. La grande idéologie syndicale de l'avènement d'une société démocratique généreuse et équitable est loin d'être un fait accompli.

En cinquante ans de mouvement syndical, on a éteint bien des incendies, on a paré au plus pressé: la santé et la sécurité au travail, un système de compensation, les salaires, les nombreux droits que l'on a négociés pour les travailleurs et les travailleuses... autant d'acquis que la jeune génération de syndiqués ne questionne même plus. Il s'est battu aussi pour l'avènement d'une société plus généreuse et meilleure pour le monde. Il ne faut pas oublier que le mouvement ouvrier a été à l'origine de revendications comme l'assurance-chômage, des lois sur les accidents de travail, l'éducation gratuite, les soins de santé disponibles et accessibles pour tous, les régimes de retraite privés et publics, l'assurance-automobile... Enfin tous les avantages sociaux dont nous jouissons aujourd'hui comme citoyens-ennes du Québec. Toutes ces victoires appartiennent au passé, peut-être tout comme ceux qui se sont battus pour les obtenir. C'est sans doute pourquoi cette nouvelle génération de travailleurs et de travailleuses n'est pas toujours réceptive au message de combat qui a été celui des syndicats depuis cinquante ans. C'est la fin d'un régime, en un sens.

Le patronat s'est adapté

Par contre, au cours de cette même période, une partie du patronat au Québec s'est adapté plus rapidement que nous à la nouvelle réalité. Sa grande force a été de cesser de combattre de façon traditionnelle le mouvement syndical et de le faire différemment. Il a fait des efforts remarquables pour se rapprocher des travailleurs et des travailleuses en leur faisant miroiter des projets attirants comme le régime de participation à l'entreprise, de la consultation, de l'actionnariat, le tout teinté d'un paternalisme à peine déguisé mais rassurant et confortable pour bien des travailleurs et travailleuses. Le patronat s'en est aussi servi habilement pour éviter et détourner la syndicalisation. Au pis aller, il a accepté de «bonne volonté»



Métallos de Westminer à Chibougamau à l'occasion du 30^{ième} anniversaire du local le 17 février 1990 en compagnie de Michel Levac, permanent du syndicat.



Grévistes Metallos local 9168 de la compagnie Ball le 21 février 1990.

Photo: André Laplante



Mine Pierre Beauchemin en Abitibi.



Gérard Rousse, président du 8922 des agents de sécurité.

Photo: Serge Jongué

que se mettent sur pied dans son usine des comités de bonne entente ou des comités de collaboration, voire aussi l'accréditation d'un syndicat «maison».

Comme syndicat nous n'avions peut-être pas assez bien saisi que les travailleurs veulent être consultés et impliqués dans l'entreprise. Nous n'avions peut-être pas compris que la revalorisation voulait dire une meilleure productivité et une satisfaction plus grande du travail accompli. Le patronat a compris lui que le syndicalisme n'était alors pas tout à fait à l'aise avec ces approches et il en a profité. Il faut dire que ce mouvement a été favorisé par la multiplication des PME et le morcellement des lieux de production; ce qui a provoqué un certain isolement des travailleurs, augmentant ainsi la difficulté de recrutement et amorçant une marginalisation des syndicats.

Rassurés par une croissance économique soutenue pendant plusieurs années, par l'augmentation du nombre de membres, par la reconnaissance de grands principes idéologiques et l'amélioration des conditions de travail, le mouvement syndical a malheureusement oublié de prévoir les grands changements de la structure économique et de l'organisation du travail. Bien des éléments ont totalement échappé à la vigilance syndicale, à commencer par l'évolution de la technologie qui a littéralement bouleversé le marché du travail, la mondialisation des économies associée à une nouvelle philosophie des investissements et enfin, une complicité plus poussée et très complexe d'affaires entre l'Etat et le capital. Il n'est donc pas étonnant que l'on ait l'impression de rester sur le quai pendant que le train passe.

L'individualisme syndical

Selon les statistiques, au cours des cinq dernières années, le nombre de requêtes en accréditation déposées au ministère du Travail par les syndicats indépendants, dépassent largement le nombre de celles déposées par les grandes centrales, exception faite de la F.T.Q. Ce nouvel engouement des travailleurs pour les syndicats indépendants s'explique en grande partie par l'évolution du marché du travail et de la société décrite précédemment. Le nombre de salariés représentés par ces organisations non affiliées a plus que triplé entre 1971 et 1988 et c'est pourquoi les syndicats indépendants sont les deuxièmes après la F.T.Q. en matière de représentativité au Québec. L'approche des syndicats indépendants est de prétendre offrir à ses membres une solution pratique à des problèmes quotidiens d'ordre professionnel et en fonction des caractéristiques particulières de chaque petit groupe. C'est une réponse que se situe à mi-chemin entre l'association professionnelle et l'organisation syndicale. Dans le Québec d'aujourd'hui, ceci fait bien sûr l'affaire des patrons.

La montée des syndicats indépendants indique un changement de mentalité, des préoccupations et des attitudes des travailleurs et travailleuses potentiels à la syndicalisation. D'après les rapports que j'ai consultés, venant de services de recrutement, il faut reconnaître qu'avant d'adhérer à une centrale, les travailleurs et les travailleuses s'informent, analysent les services offerts, les conditions exigées; bref, en bons consommateurs dans une économie de marché, ils font du magasinage. Les Québécois et les Québécoises se sont habitués à la concurrence créée par le pluralisme syndical. Le maraudage favorise malheureusement ce comportement.

Le maraudage syndical

Pour mériter d'être vu comme partenaires à part entière, les centrales syndicales vont devoir être capables de s'entendre entre elles, c'est-à-dire d'abandonner une fois pour toutes ces querelles de clocher, qui sont loin d'être catholiques d'ailleurs, et qui, en nous divisant, nous affaiblissent. Il est inquiétant que les champions de maraudage n'aient pas réalisé que ces techniques ne peuvent leur servir qu'à court terme mais qu'à long terme, elles détruisent à coup sûr, lentement mais sûrement le syndicalisme. Le maraudage institutionnalisé est le pire ennemi de la promotion du mouvement syndical. Il sert les intérêts du patronat en projetant une image du mouvement syndical qui n'est que dénigrement, salissage, violence, destruction, bref, le maraudage ne sert qu'à désorganiser le monde du travail organisé. Quand bien même cette attitude dogmatique et égoïste servirait à défendre des convictions profondes, on peut lui reconnaître le droit d'avoir tort mais pas celui de faire un tort irréparable à l'ensemble du monde syndical. Les syndicats ont de bonnes chances de ne pas participer à la société de l'an 2000 s'ils ne s'entendent pas pour mettre fin au maraudage débridé et irresponsable que nous connaissons depuis trop longtemps au Québec. Il est urgent que toutes les centrales s'engagent à mettre fin à cette pratique qui les identifie trop à l'indiscipline, à l'égoïsme et au désordre. Ceci permettra à l'ensemble du mouvement syndical d'utiliser davantage ses ressources humaines et financières pour servir des objectifs plus positifs, plus avouables et plus syndicaux. Notre mission est de syndiquer les non syndiqués, d'aider les plus mal pris et de ne pas désorganiser ceux qui le sont déjà. Les travailleurs et les travailleuses devraient toujours avoir le droit de pouvoir changer d'allégeance syndicale mais dans des conditions acceptables, de saine concurrence en vertu d'une qualité de service et de message ou d'idéologie profonde et non pas à coup de menace ou de lavage de cerveau. Au Québec, nous devons passer par cet assainissement et accepter d'agir de façon organisée afin de pouvoir définir et assurer, de façon valable et crédible, le cadre social et politique de notre existence future.

Je pense qu'à ce sujet, il vaudrait la peine de revoir le dossier de 1968 préparé par la FTQ sur le maraudage. Le syndicalisme québécois avait alors arrêté sa réflexion sur un protocole d'entente qui avait comme objectif de civiliser les relations intercentrales et placer des balises qui permettaient aux hommes et aux femmes qui désiraient changer de syndicat de le faire dans la dignité et le respect de l'institution syndicale. Ce document ne reflète probablement pas les réalités de 1990, mais il aurait le mérite, je pense, de servir de base pour une amorce de réflexions et d'échanges entre syndicalistes qui veulent assainir nos relations intersyndicales.

Savoir présenter le mouvement syndical

Au-delà des grands bouleversements mondiaux sur le plan de l'économie, des structures du monde du travail et de la société, et après avoir établi que les syndicats ont encore un rôle à jouer, bien qu'il soit différents, il faut se poser la question très pratique de savoir ce qu'on doit faire et comment on le fera. Dans ce marché compétitif, - il faut bien se le rentrer dans la tête, que l'on aime ça ou pas, - tout est une question de «marketing». Aujourd'hui, aucune entreprise ou association sérieuse ne lance un produit ou un service sans une étude de marché, une étude de faisabilité, un plan de mise en marché et une stratégie publicitaire. Autant d'éléments avec lesquels le mouvement syndical n'est pas très familier. Bien que cette idée puisse



L'exécutif du local composé 7625 des Métallus le 15 septembre 1989.

Photo: Serge Jongué



Colloque métallo sur la retraite le 7 septembre 1989.

Photo: Serge Jongué



Travailleurs de la compagnie Reynolds à La Malbaie avec leur permanent Jean Lapointe.

Photo: Claude Bariteau



L'équipe des correspondant-e-s du Syndicat des Métallos lors de la semaine de formation en septembre.



Campagne d'organisation réussie des Mines Aurizon en Abitibi.

rebuter des militants de la première heure certains d'entre nous il faut bien admettre que nous devons revoir nos positions à ce sujet et se donner une bonne stratégie sur ce terrain. Nous devons tous accepter le fait que nous ne sommes pas les seuls sur la patinoire à offrir de bons services de promotion et d'avancement de la classe laborieuse. La qualité et le nombre de services qu'offre le Syndicat des Métallos sont fantastiques et revalorisants pour notre action. Nous, nous le savons. Mais, parmi les non syndiqués, quels sont ceux qui en sont informés? Nous devons donc nous donner de nouvelles stratégies et des moyens valables pour présenter notre syndicat le plus efficacement possible. Certains syndicats, ici comme dans d'autres pays, l'ont déjà compris et ont recours à de bonnes machines de communication bien huilées. Il faut se le dire franchement. Le principe selon lequel un bon produit ou un bon service puisse se vendre tout seul en 1990 est périmé.

Même si la qualité des nombreux services que nous offrons à nos membres nous garantit la stabilité et l'influence syndicale tout en allant chercher la loyauté et la satisfaction de ceux et celles que nous avons l'honneur de représenter, la force véritable de notre syndicat pour le recrutement, c'est autre chose. Ensemble il faut trouver les pistes d'action à mettre en place.

Des défis multiples nous confrontent dans l'immédiat: bien définir nos publics cibles, connaître leurs ententes, leur offrir des services adéquats mais surtout et avant tout, faire connaître notre syndicat, nos services et notre message.

Soutien au recrutement

Aujourd'hui, la mise en valeur de ce que nous sommes et de ce que nous faisons est devenu un travail de professionnels. Il va donc falloir, avec la structure de nos services d'information, ne pas hésiter pour revoir la pertinence de nos messages, notre mode d'intervention en matière de communication et l'organisation de notre visibilité en terme d'image publique. Nous avons des outils nouveaux avec les correspondant(e)s régionaux, mais il faut aller plus loin. Il nous faut faire germer de nouvelles idées dans ce domaine. Cette action sur le plan des communications est un outil vital à tout succès de recrutement et à la consolidation des nos acquis. L'expérience prouve que les recruteurs seuls ne peuvent plus répondre au besoin de la situation. Ils ont besoin de services structurés et d'outils solides sur le plan de l'information. S'il le faut, nous devons avoir recours à des ressources spécialisées dans le domaine des relations publiques. Lorsque nous rencontrons des groupes de travailleurs et travailleuses syndiqués dans des syndicats indépendants, l'urgent besoin d'être mieux connus est encore plus criant. Compte tenu de l'éparpillement croissant des membres potentiels de notre syndicat, il faudra s'assurer de la mise en place de bonnes structures régionales de recrutement, mieux à même de s'adapter aux besoins particuliers de son environnement. Mais les grandes lignes d'action et la production du matériel d'information devraient rester sous la responsabilité du bureau de district et relever du service de recrutement.

Rendre nos moyens d'action plus efficaces

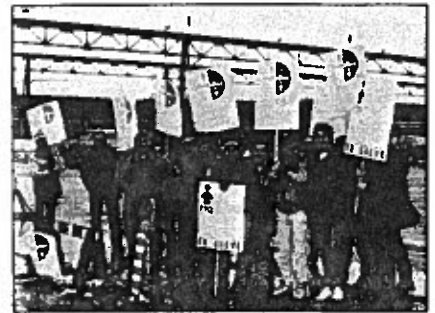
Souvent les nouvelles usines qui ouvrent au Québec ne se syndiquent pas. Le patronat utilise dans son approche, et avec succès, le nouveau climat de relations industrielles. Les travailleurs ne savent pas et ont souvent peur de ce que nous représentons et de notre approche. D'autres centrales l'ont déjà invoqué, au cours des derniers mois, la tendance générale de cette nouvelle

relation patronale-syndicale est au partenariat et à la collaboration entre le et le syndicat, aussi bien qu'avec le pouvoir politique par opposition à la lutte et à l'épreuve de force. En ce sens, nous savons que, même pour les gagnants, les conflits coûtent de plus en plus cher et ils constituent de plus une importante allocation de nos ressources, tant en énergie qu'en argent. Il suffit de prendre à titre d'exemple récent la grève de Stelco et de Noranda qui coûte près de 2 millions par semaine au fonds de grève de notre syndicat. Et cette énorme dépense de nos ressources financières n'est qu'un pis aller car en fait, individuellement personne n'est bien content.

Un patronat plus responsable et une meilleure ouverture d'esprit des parties dans des relations de travail intelligentes nous permettraient d'éviter ce genre de conflits. Ces millions pourraient être dépensés en fonction d'une participation beaucoup plus constructive à nos objectifs de justice sociale. Le fond de grève peut devenir, je suppose, dans ce contexte, de moins en moins un argument de vente parce qu'il y aura dorénavant plus d'adeptes de la conciliation que du conflit. Toutefois, il est important de demeurer toujours bien équipés face aux conflits. Nous ne les cherchons pas, ni ne les souhaitons, mais quand on cherche le Syndicat des Métallos, on peut toujours nous trouver. Je suggère que les patrons en prennent bonne note. Je dis aussi qu'avec un patron responsable et sérieux, nous sommes capables de faire de belles choses et d'agir de la façon la plus responsable. Nous avons la force pour tout faire cela.

Un autre aspect de la mondialisation de l'économie

Le regroupement des entreprises acquises par des organisations qui peuvent ainsi contrôler l'ensemble d'une ressource au niveau mondial est un autre aspect de cette mondialisation dont je faisais état précédemment. Cela signifie que les entreprises ne sont plus obligées de se conformer aux réglementations d'un pays en particulier, car elles peuvent choisir d'investir dans des régions du globe où les conditions leur sont les plus favorables et donc en général, les moins favorables aux travailleurs. Ainsi, il peut être décidé de fermer une usine en Amérique du Nord où les salaires sont trop élevés et les conditions de santé sécurité trop coûteuses pour aller installer une unité de production dans un pays en voie de développement, là où les salaires sont beaucoup plus bas et les avantages sociaux pratiquement inexistantes. Ensuite les produits sont expédiés partout dans le monde et à des prix compétitifs qui risquent de porter préjudice à de plus petites entreprises nationales qui, elles, doivent se conformer aux lois du travail. Il faut bien se rappeler que cela signifie aussi que lorsque les employeurs ou les gouvernements prônent l'établissement d'un commerce international libre, ils entendent la liberté d'exploiter le plus possible des travailleurs et les travailleuses. De façon pratique et immédiate, il est essentiel que nous resserriions nos liens de fraternité avec les États-Unis pour nous assurer de pouvoir contrecarrer les effets négatifs de l'application de l'accord canado-américain de libre échange. Cet accord menace déjà les emplois et les niveaux de vie de travailleuses et travailleurs américains aussi bien que canadiens et ce n'est là qu'un début si l'on songe à un accord possible de libre échange entre les États-Unis et le Mexique. Nous, les Métallos québécois, n'étions pas nécessairement des plus hostiles au libre-échange avec les États-Unis. Nous étions, par ailleurs, fort inquiets des mécanismes trop absents de l'entente pour assurer notre protection dans l'emploi. Or, l'expérience jusqu'à maintenant nous démontre que nous avons bien raison



Grévistes Métallos du local 8396 de la compagnie Structure CQS à Trois-Rivières le 19 mars 1990.



Conférence de presse des Métallos du local 6591 de Reynolds à La Malbaie contre la fermeture possible de l'usine.

Photo: Claude Bariteau



Bernadette Clisca, présidente du local 6680 représentant les employé-e-s de bureau des Mines Wabush.

Photo: Yvan Boucher



Gilles Thibault, président du local 4466 des Métallos de Fer et Titane de Havre St-Pierre et Jean-Claude de Grasse, coordonnateur régional avec le comité de négociation.

de nous poser des questions. De la façon dont nos gouvernements se comportent devant les problèmes que nous vivons présentement, nous devons nous objecter à embarquer avec le Mexique sans balises tarifaires efficaces.

Quand on sait que des travailleurs mexicains sont prêts à accepter un salaire de 1,00\$ de l'heure pour produire des biens qui seront ensuite exportés sur le marché américain, canadiens ou québécois, il faut absolument que les syndicats s'entendent pour bloquer tout projet de commerce sans restriction à la grandeur de l'Amérique du Nord ou sinon, on risque que nos emplois et les meilleurs se déplacent vers le sud. Bien entendu, on ne peut pas être totalement contre la libre circulation des biens et des services mais on ne peut l'accepter que dans l'optique de l'amélioration du bien commun et non pas aux détriments des travailleurs et du niveau de vie de notre société. Dans cette optique, il est donc vital que nous continuions à travailler de concert avec toutes les grandes centrales syndicales internationales. Ainsi qu'ils le font déjà, les Métallos doivent continuer à participer à des échanges et à des cours de formation destinés aux travailleurs et travailleuses de pays en voie d'industrialisation, de façon à préparer l'uniformisation des conditions de travail et du maintien et l'amélioration de notre pouvoir d'achat. Bref, il semble évident que la seule façon de faire face à la mondialisation de l'économie soit l'internationalisation des syndicats qui doivent se donner collectivement des stratégies d'action et d'intervention appropriées partout où il le faut.

Interventions pratiques et créatrices

En plus de représentations systématiques auprès de nos propres politiciens, pour que tout accord de commerce international reflète également une préoccupation de justice sociale et la protection de nos droits acquis, nous devons poursuivre des initiatives d'ordre pratique telles que le renforcement du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ) qui peut, à l'occasion, servir de solution de rechange aux tentatives de rachat des multinationales et bloquer des fermetures d'usines et qui, au cours des dernières années, a permis de remettre sur pied plusieurs entreprises au Québec et de sauver ainsi des centaines d'emplois.

Le Fonds de solidarité est un exemple frappant d'intervention positive et compétente en matière d'économie et d'emplois tout comme l'a été le programme de Corvée habitation qui a créé 55,900 logements au Québec pour un investissement de 2,7 milliards de dollars. Lorsque l'on parle de stratégie d'avenir, ce type d'initiatives, bien loin de l'attitude conflictuelle classique, bien loin de la simple réaction critique à des situations ou à des propositions, ce type d'initiatives devrait faire partie des priorités du mouvement syndical de l'avenir. Elles correspondent parfaitement aux rôles économique et social qui forcent le pouvoir et le capital à reconnaître les syndicats comme des partenaires valables et très capables de participer activement à la construction de notre société et au maintien de nos standards de vie.

Mais que nos intérêts particuliers ne nous fassent jamais oublier les plus mal nantis. Je veux parler des «oubliés au match de la vie», comme le titrait La Presse, le 16 octobre dernier. La famine, les guerres, les pays dévastés. Même si ces pays sont souvent loin de nous, il faut s'en préoccuper. Le Syndicat des Métallos envoie de l'argent pour alléger la souffrance: 0,01 \$/heure par syndiqué. Avec cette aide on n'apporte pas le paradis terrestre c'est

sûr mais il faut bien comprendre que ça peut rendre les guerres et la famine moins dévastatrices. Les travailleurs et travailleuses du monde ne sont pas nos ennemis. Ils souffrent d'exploitation de la part des mêmes forces qui nous exploitent. Les aider à former des syndicats libres et à mieux vivre sert aussi les meilleurs intérêts de nos membres. Nous devons toujours continuer à nous préoccuper des valeurs de la démocratie, de la justice économique et sociale et nous ne resterons pas les bras croisés. Cette démarche de solidarité internationale doit être saluée avec fierté. Je veux féliciter tous les syndicats locaux des Métallos qui participent au Fonds humanitaire et je vous invite tous à y adhérer. La solidarité internationale, il ne faut pas seulement en parler, il faut en faire partie.

Comme le disait le président de notre syndicat:

«Les Métallos ne reculent pas devant la lutte. Edifier un monde meilleur pour tous va exiger de l'imagination, des pensées attentives, du courage et beaucoup de travail acharné. Ce n'est là rien de nouveau pour les Métallos. Et ce n'est rien de nouveau pour le mouvement syndical. En fait, pour nous tous, lutter pour des améliorations économiques, sociales et politiques, c'est une partie de nos vies de tous les jours. Cela fait partie de l'existence d'un membre de syndicat ouvrier et cela fait partie de l'existence d'un métallo.

Le syndicalisme international

Par nos relations régulières avec nos confrères Métallos américains et canadiens et par des échanges réguliers avec de nombreux syndicats d'autres pays, les Métallos ont déjà fait preuve d'une vision exceptionnelle. Bien que les efforts et les investissements consacrés dans ce dossier aient pu faire l'objet de quelques critiques de certains de nos membres et subir des attaques d'autres unions, les faits prouvent aujourd'hui que ce n'était pas une erreur, loin de là. D'autres centrales essaient de récupérer l'international comme une idée nouvelle et comme une nécessité de l'avenir. Les Métallos y ont pensé depuis longtemps.

A l'aube de cette dernière décennie du 20^e siècle, nous vivons dans une société plus complexe, à cause des changements brutaux et rapides qui n'ont jamais été si nombreux. Qu'on le veuille ou non, nous devons, pour assurer notre avenir, composer habilement avec ces nouvelles réalités. Nous ne pouvons pas évoluer en vase clos. Il faut s'ouvrir de plus en plus aux réalités qui nous entourent et influencent carrément notre action. Nous avons le devoir de maintenir en bonne santé nos liens de solidarité, comme jamais auparavant. Notre force traditionnelle se trouve dans cette voie de solidarité internationale et, plus que jamais elle est essentielle à notre avenir syndical. Le nouveau cadre économique, la concentration des entreprises, les nouvelles tendances et orientations en matière de gestion des ressources humaines, nous invitent nécessairement à comprendre ce qui se passe ailleurs dans le monde et à s'outiller encore plus pour intervenir avec une influence réelle. Les temps changent et avec eux, les besoins aussi.

A cet égard, il fut très important de noter les déclarations du président de la CSN, Gérald Larose, en décembre 1989. Il déclarait, et je cite:

«Dans ce nouveau cadre économique, nous (la CSN) devons tisser des liens avec les organisations syndicales et populaires du Canada et des États-Unis au cours de la prochaine décennie. Le libre échange, la réforme de la fiscalité et la dérèglementation entraîneront de nombreux changements et, pour s'ajuster à cela, les centrales syndicales devront élargir leur champ



Lynn Williams, président international, Gérard Docquier, directeur national et Leon Lynch, vice-président international lors de la manifestation à Toronto en face du siège social de la compagnie Stelco.



Louis Laberge, président de la FTQ et Roland Robidoux, ce chauffeur de taxi de 63 ans qui a marché à pied de Montréal à Québec pour avoir un syndicat, les Métallos.

Photo: Paul Litherland



Roland Robidoux et Clément Godbout remettent une pétition de 35,000 noms au ministre du travail à Québec le 16 mai 1990 devant le Parlement de Québec.

Photo: André Laplante

d'intervention, adopter une approche plus globale et, pour ce faire, tisser les liens avec leurs homologues du reste du Canada et des États-Unis.»

Et bien voilà! Mieux vaut tard que jamais. Gérald Larose vient donc de déclarer publiquement que depuis des décennies d'activités syndicales au Québec, les Métallos avaient raison de se battre pour maintenir des liens de solidarité véritables avec nos confrères et consoeurs du Canada et d'autres pays dont les États-Unis. Il est encourageant de noter que la CSN voit elle aussi l'importance pour le mouvement syndical des bienfaits de la solidarité internationale.

Aujourd'hui avec cette déclaration de son président, elle vient de déclarer quelque chose de très important.

Vient-elle par cette déclaration de changer de cap? Je ne le crois pas. Je serais bien surpris si la CSN, dans son ensemble, avait la volonté d'accepter de reconnaître que dans les syndicats internationaux, on retrouve des syndicalistes de valeur et de principe, un mouvement syndical honnête et déterminé et qu'il y existe un syndicat comme celui des Métallos qui milite avec acharnement et fierté pour la promotion et l'avancement des hommes et des femmes qui le composent. Je pense que le président de cette centrale syndicale le sait, mais ça ne va pas plus loin que cela. Je crains que l'intérêt de la centrale malheureusement passe avant celui de la classe laborieuse et de la cohésion inter-syndicale. Le président Larose a tout à fait raison et le mouvement syndical doit surtout mettre ses énergies de façon à contribuer à faire germer des idées nouvelles de solidarité, de respect et de générosité collective.

Suivre les entreprises partout

Un autre signe des temps et vous l'avez certainement remarqué, c'est l'entente intervenue entre la section canadienne et la section américaine du Syndicat des Communications et les Electrical Workers.

L'entente intitulée «An agenda for the future» et adoptée à la 7e convention annuelle qui s'est tenue du 7 au 11 mai 1990 a fait couler beaucoup d'encre et pour cause. Elle vise à s'attaquer globalement aux problèmes que nous rencontrons aujourd'hui au niveau du continent. Parmi tous les objectifs visés, il y a celui de se donner une structure nord-américaine d'intervention rapide et efficace pour suivre les entreprises partout où elles s'installent de façon à ne pas leur permettre d'aller exploiter des hommes et des femmes ailleurs au détriment de nos conditions de travail et de vie des autres.

Il s'agit d'un défi important mais emballant. Chez les Métallos, nous avons souvent expérimenté notre force syndicale au niveau international et nous en avons bénéficié souvent. Je veux vous rappeler à ce sujet notre récente victoire contre la campagne de Noranda qui avait décidé d'écraser les 900 métallos de New Madrid au Missouri. Les Métallos ont organisé une campagne de sensibilisation auprès de leurs confrères de toutes les usines de Noranda au Canada et aux États-Unis. Le bureau international et le bureau national des Métallos ont mis à notre disposition toutes les personnes et les efforts nécessaires pour dire «NON» à Noranda. Avec l'appui de notre président, le confrère Lynn Williams et le confrère Gérard Docquier, notre directeur national, j'ai eu l'honneur de coordonner une campagne des plus fructueuses et qui a donné des résultats importants pour nos confrères de New Madrid. Comme le disait Lynn Williams dans son discours du 1er mai 1990 à l'occasion de l'installation des dirigeants du syndicat des Métallos, «La solidarité, ça marche!»

• NORD-OUEST QUÉBÉCOIS



André Gravel



Denis Laveague



Yvon Boyer

• MONTREAL



Gilles Audette
coordonnateur



Hélène Bérubé



Claude Boyer



Lisette Denis



Michel Davenault



Marc Lebeau



Brian Lefebvre



Yves Maunier



Yves Montmarquet



Claire Piquette



Alain Poirier



Georges Poirier



André Tremblay



Charles Trudel

• IBERVILLE



Arnold Bugnot
coordonnateur



Robert Bérubé



Yvon Clément



Isabelle Durand



Gérard Grégoire

L'équipe en 1990

• SEPT-ÎLES



Jean-Claude Degrasse
coordonnateur

PHOTO: SERGE JONGUÉ



Roland Labonté



Gordon Ringuette



Marcel Sasseville

• QUÉBEC



Clément Godbout
directeur

PHOTO: SERGE JONGUÉ



Michel Arseneault
coordonnateur

PHOTO: SERGE JONGUÉ



Alain Cloutier

PHOTO: SERGE JONGUÉ



Jean Lapointe

PHOTO: SERGE JONGUÉ



Michel Blondin
directeur-adjoint

PHOTO: SERGE JONGUÉ



Lawrence McBrearty
directeur-adjoint

PHOTO: PAUL LITHELAND



Jean-Pierre Lapointe

PHOTO: ANDRÉ LAPLANTE



Romain Marin

PHOTO: SERGE JONGUÉ

• SERVICES TECHNIQUES



Réjean Bellemare
recherche

PHOTO: SERGE JONGUÉ



Gérard Lachance
santé-sécurité

PHOTO: SERGE JONGUÉ



André Laplante
information



Michel Levac

PHOTO: SERGE JONGUÉ



Gilles Pelletier

PHOTO: SERGE JONGUÉ



Jean-Eudes Simard
formation

PHOTO: SERGE JONGUÉ

Le Syndicat des Métallos n'a jamais attendu très longtemps au cours des années pour s'ajuster quand sont venus de grands changements dans le cours de l'histoire. Nous n'avons jamais eu peur de nous remettre en question et de défricher de nouveaux sentiers lorsqu'il le fallait. A l'aube des années 90, il faudra encore innover et continuer de se battre avec acharnement pour se donner des meilleures lois du travail, revoir et inventer de nouvelles méthodes d'organisation de façon à élargir davantage le bassin des travailleurs syndiqués et des Métallos.

Mais c'est encore là un cas où l'information fait sans doute défaut et c'est probablement pourquoi plusieurs membres n'ont pas compris les objectifs de la démarche de la solidarité internationale. Récemment encore les Métallos ont participé à un séminaire international traitant de la protection des travailleurs face à l'utilisation de toutes les fibres dans l'industrie de la construction. Forts de la collaboration du CTC, de notre bureau National et International et de la F.T.Q., nous avons pu y rencontrer plusieurs collègues des syndicats de France, de Grande Bretagne et même un représentant de la Suède pour travailler à l'élaboration puis à l'adoption d'une réglementation internationale sur ce sujet. En effet, comment pourrions-nous accepter, en conscience, d'obtenir une réglementation sécuritaire pour les travailleurs chez nous et permettre à des industries de pays riches d'échapper à la réglementation en allant installer des usines dans des pays en voie de développement, mal protégées sur le plan de la santé et de la sécurité au travail. Si l'on oublie les objectifs uniquement humanitaires, il faut alors penser qu'un jour ou l'autre, ces travailleurs-là nous renverront la balle en refusant par exemple d'importer nos produits chez eux et en créant par là un haut taux de chômage chez nous. La mondialisation de l'économie n'est pas une simple théorie, le commerce international a un impact direct sur nos propres emplois.

Il faut donc que le mouvement syndical adopte de nouvelles attitudes fondamentales ouvertes au respect et à la collaboration accrue entre les syndicats des divers pays, et cela veut dire aussi et d'abord au Québec.

Les Métallos, pionniers du partenariat

Bien que le constat de cette nouvelle réalité du travail soit encore au niveau de la réflexion pour plusieurs syndicats et autres centrales québécoises de leur côté, les Métallos ont expérimenté le partenariat il y a déjà de nombreuses années. L'expérience nous a démontré que la collaboration syndicat-patronat-gouvernement peut fonctionner si tout le monde est de bonne foi, même dans les conditions les plus difficiles.

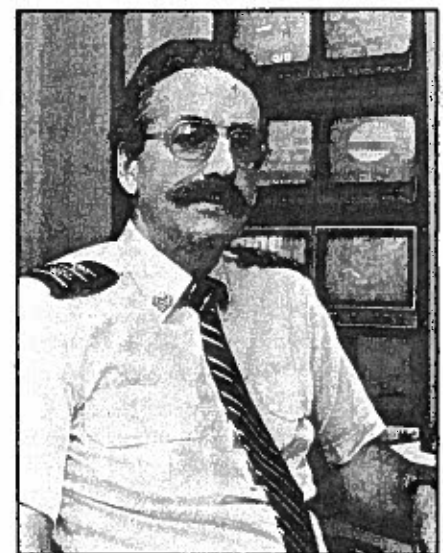
Je dis cependant que même si on s'est donné depuis plusieurs années une politique de présence et de participation, nous devons le faire de façon plus prudente et éveillée. Là où les patrons s'en servent comme manoeuvre pour contourner le syndicat ou nous placer sur la voie d'évitement, là on n'embarque plus et ça ne marchera pas! Mais avec des dirigeants responsables on possède la force et la capacité de l'être aussi. Et les Métallos ne souhaitent pas mieux.

Depuis que j'occupe le poste de directeur québécois du Syndicat des Métallos, j'ai vu et j'ai collaboré avec des Métallos qui avaient décidé de sauver leur emploi en intervenant directement dans le processus de la relance ou du sauvetage de leur entreprise. J'ai souvent constaté que les gens ne savent pas ce qui se passe et c'est encore malheureusement trop souvent



Sidney Bilodeau, président du local 6254 représentant les travailleurs de Mines Wabush.

Photo: André Laplante



André Hamel, agent de sécurité à Radio-Canada membre du local 8922 des Métallos.

Photo: Serge Jongué



Herby Bérubé, président du local 5778 représentant les Métallos de QCM Mont Wright.

Photo: Paul Litherland



Assemblée des Métallos de Sidbec en octobre 1982 au CEGEP Edouard Montpetit avant la commission parlementaire suite à la menace de fermeture de plusieurs opérations de la compagnie.

Photo: Serge Jongué



Clément Godbout avec des dirigeants locaux des Métallos de l'amiante.

le cas. Et ce n'est pas facile d'intervenir dans ces conditions. Les hommes et les femmes n'ont pas grand chose à dire sur l'état de santé de leur «shop». Toutefois, les Métallos ont quand même passablement fait de «millage» dans ce nouveau domaine d'intervention.

L'exemple du fer de la Côte Nord

Je pense aux mineurs de la Côte-Nord qui ont été aux prises avec une crise économique des plus graves dans le minerai du fer. Tout était là dans l'ordinateur régional pour nous annoncer la fermeture de l'industrie. Il s'agissait de 8 000 emplois rémunérateurs et «à l'année»... comme on dit... De jour en jour, la situation se détériorait jusqu'à des fermetures temporaires de plusieurs semaines par année et des centaines et des centaines de mises à pied permanentes. Les Métallos, le gouvernement et les employeurs se sont assis, ont échangé, se sont donnés des stratégies d'orientation et de fonctionnement. En fait, à peu près tout a été remis en question et revu à partir des hauts dirigeants des compagnies.

Des milliers d'emplois ont été sauvés et l'industrie du fer a pu reprendre vie. Aujourd'hui, le fer sur la Côte-Nord, ça fonctionne. Des milliers de Métallos ont conservé leur emploi et viennent de réussir à négocier une bonne convention collective qui leur fait honneur, Ils et elles l'ont fort bien méritée.

L'exemple de Sidbec

Il faut aussi se rappeler Sidbec. Des dirigeants de l'entreprise et des fonctionnaires québécois avaient perdu confiance dans notre sidérurgie québécoise. On peut toujours se demander si le virus de la privatisation n'avait pas commencé à faire des dommages. Mais il n'en reste pas moins que certains avaient décidé de fermer le coeur même de l'entreprise, soit les «plats». Les Métallos avec à leur tête, Marcel Bureau, responsable du dossier, ont travaillé sans relâche, avec détermination et confiance pour sauver notre sidérurgie. Le ministre de l'Industrie et du Commerce du temps, Rodrigue Biron, et le ministre des Finances, Jacques Parizeau, nous ont permis d'accéder aux dossiers confidentiels de Sidbec. Aidés de consultants et de conseillers, écoutés d'une oreille attentive par le gouvernement et appuyés par des dirigeants de l'entreprise (sauf certains qui voulaient voir mourir Sidbec), nous avons été capables de démontrer que Sidbec avait un avenir, que les «plats» pouvaient être rentables et que des «jobs» pouvaient être conservés.

Nous avons été capables aussi de présenter en Commission parlementaire un des mémoires les mieux étoffés qui appuyait habilement notre position. Sidbec a été sauvée et la compagnie aujourd'hui fait de bons profits avec la fabrications des «plats».

Grâce aux Métallos, 4 000 Québécois gagnent encore leur vie à Sidbec. Il y a eu bien sûr des périodes difficiles, mais nous sommes passés à travers.

L'exemple de l'amiante

Au cours des vingt dernières années, nous avons entendu très souvent dire que l'amiante, c'était fini. Sur le plan international, il n'y avait plus rien à faire. Grâce à notre présence et à notre influence syndicale dans le monde, les Métallos, avec les dirigeants des syndicats locaux de Thetford, ont été capables d'intervenir partout, rapidement et intelligemment. Les métallos, appuyés par la FTQ et le CTC, comme pionniers de la lutte pour la santé

et la sécurité au travail étaient très bien équipés pour livrer cette lutte internationale.

Ce qui a été accompli dans ce secteur tient de l'exploit. Les Français ont adopté la même démarche en créant le comité permanent amiante et ils ont obtenu eux aussi un éclatant succès. L'expérience était encore plus risquée il y a dix ans à tel point que cette opération avait été qualifiée d'utopique. Et pourtant, malgré toutes les attaques dont l'industrie a fait l'objet, dont les Métallos ont fait l'objet de la part des autres centrales syndicales, surtout de la CSN, dont les gouvernements du Québec et du Canada ont fait l'objet sur le plan international, se faisant accuser d'exporter le cancer, malgré les nombreuses erreurs du passé, malgré les maladies, malgré les morts, l'effort acharné de chacun des partenaires dans ce dossier a permis d'en arriver aujourd'hui à un résultat que l'on peut qualifier d'exemplaire. Et tout le monde y gagne: les travailleurs bénéficient maintenant de conditions de santé et de sécurité dans les mines et les moulins qui sont cités en exemple dans le monde entier. L'industrie a investi suffisamment en équipements de sécurité et en programmes de santé pour démontrer aux gouvernements la viabilité d'une réglementation stricte permettant d'éviter le bannissement. Les deux paliers de gouvernements se sont engagés pour sauver la ressource en intervenant auprès des organisations internationales telles que l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation internationale du travail et auprès de gouvernements étrangers qui sont impatients de s'approprier les marchés de l'amiante au profit de leurs industries de substituts.

L'amiante est un exemple typique de la mondialisation de l'économie et il fallait une action concertée pour s'ajuster rapidement à ce nouveau contexte. Il a fallu d'abord se battre pour améliorer les conditions des travailleurs, ensuite pour sauver leurs «jobs» et également pour sauver la ressource. Bien sûr, la production d'amiante a diminué de moitié depuis les années 75. Cela fait partie des concessions. L'industrie québécoise et canadienne a dû faire face à la concurrence effrénée, au cours des dernières années, d'autre pays producteurs qui n'avaient pas les mêmes contraintes, ni sur le plan de la santé et de la sécurité, ni sur le plan des salaires, ni sur le plan de l'accessibilité des marchés. Parallèlement, les gros consortiums de l'industrie chimique, les Dupont et compagnie, avaient les moyens d'organiser un lobby anti-amiante, dont on ressent les effets encore aujourd'hui, en vue de s'approprier l'immense marché de l'amiante-ciment. Notre syndicat n'a pas fait de concessions dont il ait à rougir mais s'il s'était montré d'une intransigeance extrême et butée, les mines de Thetford Mines, de Black Lake et d'Asbestos seraient à toute fin pratique fermées aujourd'hui.

Le mouvement syndical a souvent rallié ses membres autour du leitmotiv *«l'union fait la force»*. C'est encore vrai aujourd'hui. Non seulement entre syndiqués mais aussi entre centrales et pourquoi pas avec d'autres partenaires. Il faut savoir mettre de l'avant les intérêts convergents. Le dossier de l'amiante est un exemple de partenariat réussi. Il réunit de nombreux éléments qui font partie aujourd'hui des nouvelles règles du jeu au plan économique, au plan travail et à celui de la redéfinition de notre rôle comme syndicat. Si ce type de collaboration a si bien fonctionné pour un dossier comme celui de l'amiante, qui est l'un des plus complexes, une approche similaire est sûrement applicable dans bien d'autres secteurs.

Je sais que plusieurs autres interventions syndicales de ce genre se sont produites chez les Métallos depuis quelques années. Il faut continuer dans



L'exécutif du syndicat local 6586 des Métallos de Sidbec à Contrecoeur à l'occasion du 25^{ème} anniversaire.

cette voie. Nous avons maintenant une expertise certaine pour de telles actions syndicales.

Regroupement et restructuration

En cette période de récession économique, on ne peut plus agir comme si le nombre de syndiqués potentiels allait continuer à croître alors que le nombre d'emplois risque au contraire de diminuer. C'est donc le moment ou jamais de parler de regroupement de syndicats, car le gâteau risque de devenir plus petit, la part de chacun de plus en plus mince et les forces de plus en plus éparpillées. Il est donc urgent de s'attaquer sérieusement aux problèmes de morcellement et de divisions des forces syndicales au Québec. Il y a ici un million de syndiqués et les syndicats indépendants représentent le deuxième plus grand nombre de membres après notre centrale, la F.T.Q., qui en compte 450 000. La F.T.Q. compte à elle seule plus de 60 syndicats affiliés, sans trop de juridiction très précise. Dans un premier temps, il faudrait saluer et supporter les possibilités de réduire le nombre de syndicats à la F.T.Q. par le processus démocratique et voulu de fusion, par exemple. Il me semble essentiel que l'exemple vienne de tous les syndicats de la FTQ si l'on veut avoir une crédibilité en recommandant le rapprochement de toutes les centrales du Québec et des groupes indépendants de façon à réunir tous les syndiqués en une véritable force politique et économique. Mais il est illusoire de penser atteindre cet objectif dans l'indiscipline et l'individualisme qui caractérisent actuellement les attitudes du mouvement syndical au Québec. Est-il utopique de penser voir un jour, par exemple, que naisse une confédération québécoise du travail, chapeautant, dans le respect mutuel, l'harmonie et la solidarité, une fédération pour le secteur public et une pour le secteur privé? Je trouve qu'il est temps de regarder les options qui peuvent se présenter à nous à cet égard.

Une chose reste sûre, c'est qu'à l'heure de la mondialisation de l'économie et de la croissance des multinationales, tout mouvement qui adopterait la philosophie du «small is beautiful» me semble presque voué à une disparition certaine. Il ne faut pourtant pas non plus tomber dans l'excès d'une centralisation lourde et paralysante qui éloigne ou qui isole la direction syndicale de la réalité quotidienne des travailleurs. Le défi consiste à structurer un regroupement d'un million de syndiqués dans une organisation assez flexible pour permettre sur le plan local de répondre adéquatement à des réalités particulières et quelquefois uniques. L'efficacité exige que nous soyons proches de notre monde.

Exercer et comprendre le rôle qui nous incombe

Évidemment, si une telle restructuration doit voir le jour, elle ne se fera pas en une nuit car elle nécessite bien des négociations, bien des compromis, bien des remises en question et surtout beaucoup de réflexion et de consultations auprès de tout le monde et de la base des syndicats. Mais si l'on n'est pas capable d'adopter une vision à long terme de nos intérêts et de notre rôle dans la société québécoise de demain, il est alors inutile de faire des projets d'avenir.

Il est donc vital d'adopter aujourd'hui, avec toute la foi et la détermination qui ont caractérisé les fondateurs du mouvement syndical, un programme d'actions qui nous permettra de continuer à défendre les intérêts de la majorité des travailleurs et travailleuses tout en participant à la structuration d'un projet de société où nous aurons toute latitude d'exercer un pouvoir

créateur et bénéfique pour l'ensemble. Pour ce faire, il faut dépasser le cadre étroit de nos revendications traditionnelles limitées au monde du travail. Non pas que sur ce plan-là, la situation au Québec soit paradisiaque même si nous sommes à l'avant-garde des autres législations d'Amérique du Nord. Nous allons encore devoir nous battre pour conserver nos acquis et continuer à revendiquer avec vigueur et détermination dans les dossiers comme par exemple, la déjudiciarisation du Code du travail, l'accréditation multipatronale, un service d'accréditation qui fonctionne, l'équité dans l'emploi, une loi sur les fermetures d'entreprises et les licenciements collectifs, une CSST qui reconnaît les droits des accidentés, etc... Parallèlement, nous devons défendre des objectifs plus globaux tout en étant atteignables et viables tels que le plein emploi, les orientations de l'éducation et de la formation professionnelle, l'intégration honnête et correcte des immigrants. Tout cela a une influence directe sur le marché du travail. A titre d'exemple, je citerai le décalage entre les offres et les demandes d'emplois qui créent des chômeurs instruits et formés dans des secteurs d'activités déjà engorgés ou en voie de disparitions.

Nous devons à la fois participer à la croissance économique et veiller à ce qu'elle se fasse de façon équitable pour tous. Pour assurer notre crédibilité dans un monde mieux préparé que nous à élaborer des politiques publiques, nous allons devoir nous discipliner, non seulement sur le plan de l'organisation et de l'action, mais aussi sur le plan intellectuel et accepter de faire appel à des experts, que ce soit dans le domaine politique, économique ou sociologique. Nous devons nous faire aider partout où c'est nécessaire. Cela nous permettra de discuter d'égal à égal avec des partenaires bien rôdés, bien équipés, qui possèdent toute l'expérience et l'expertise nécessaires.



Rencontre des président-e-s des syndicats locaux de la région de Montréal le 13 juin 1990.

Photo: Serge Jongué



Rencontre des président-e-s de la région d'Iberville le 29 septembre 1990. Au micro Serge Girard, président local 8917.

Photo: André Laplante